IDENTIFICATION : **Mai/ 946** **du 01/05/1994**

DUREE : **60 min**

QUALITE : **Bonne**

TRANSMISSION : **Radio Rwanda**

Noms des Transcripteur : **Jean Maguru Chinyema (français)**
Drocella Icyitegetse (kinyarwanda)

Date de transcription : **Le 12/04/2002**

Nom du fichier : **946**

Dictaphone : **SANYO BO- 760/16**
SANYO BO- 760/34
N0 de série P 9407754 F

FACE A

Jean Kambanda, Premier Ministre :

- gouverner et diriger le pays d'une manière ferme et convenable, spécialement donner priorité à la restauration et au maintien de la sécurité de tous les rwandais et de leurs biens.

- poursuivre les négociations avec le FPR,

Les institutions de transitions à base élargie doivent être mises en place dans un délai ne dépassant pas six semaines, comme l'a recommandé le Conseil de sécurité de l'ONU à l'Etat rwandais.

- Troisième mission : résoudre le problème de la famine qui menace un grand nombre des membres de la population et spécialement les déplacés de guerre.

Sur la base des messages de Son Excellence le Président de la République adressés au peuple rwandais, spécialement en dates du 10, 13, 14 et 17 avril 1994, sur la base de mes messages propres adressés récemment au peuple rwandais, sur la base des recommandations des Conseils des ministres qui n'ont jamais cessé d'examiner le problème de sécurité et d'adresser au peuple rwandais des messages de pacification, spécialement à l'issu de la réunion conjointe entre les ministres et les préfets du 11 avril 1994, ainsi que le Conseil des ministres du 27 avril 1994, au nom du Gouvernement rwandais, j'ai l'honneur de vous annoncer les directives devant être suivies par tous les organes chargés de la sécurité de tout le peuple rwandais, en vue d'un retour immédiat de la sécurité et du calme perturbées dans les diverses régions du pays.

Premièrement :

Comme cela a déjà été entamé dans la plupart des préfectures, vous êtes priés de convoquer, de toute urgence des conseils préfectoraux de sécurité dans les préfectures dont la direction vous est confiée;

Ledit message est destiné aux préfets mais l'on doit se féliciter de ce que ces réunions ont été tenues, conformément à ces directives. Il est en tout cas mieux que de telles réunions se poursuivent car tous les problèmes liés à la sécurité ne peuvent pas êtres résolus au cours d'une seule réunion ; c'est pourquoi elles devront être tenues régulièrement pour que la population soit sensibilisée sur la nécessité de rechercher la sécurité.

Au cours de ces réunions, des mesures qui s'imposent doivent être prises et immédiatement mises en exécution suivant les problèmes de sécurité qui se posent dans chaque préfecture. Chaque conseil préfectoral de sécurité doit prévoir un programme de suivi en vue de vérifier la mise en exécution de ces mesures en vue de pouvoir ainsi évaluer le retour progressif de la sécurité.

Deuxièmement :

Vu que le renforcement de la sécurité incombe à tout un chacun, vous êtes priés, à tous les niveaux chargés de la question de sécurité, de faire appel à tous les organes et autorités habilités à vous assister ; les responsables des partis politiques, les responsables des services judiciaires et ceux de l'armée. Il y a donc lieu de se féliciter, ici, que toutes ces autorités qui peuvent épauler l'administration centrale et les préfectures, dans le cadre du maintien de la sécurité, ont été invitées à la présente réunion.

Troisièmement :

L'ennemi qui a attaqué le pays est bien connu: il s'agit du FPR-Inkotanyi. Par conséquent, vous êtes priés d'expliquer à la population d'éviter tout ce qui pourrait provoquer des troubles sur la base ethnique, régionale, religieuse, politique, des haines, etc…puisque ces troubles constituent une brèche pour l'ennemi. Soulignons-le pour que chacun le comprenne : les gens ne doivent pas confondre l'ennemi et leurs voisins, l'ennemi et un Tutsi, l'ennemi et celui avec qui ils ont un différend. L'ennemi qui a attaqué notre pays est bien connu c'es le FPR-Inkotanyi. C'est lui notre ennemi. C'est lui auquel nous faisons face, c'est lui que nous combattons. Nous l'avons expliqué, le FPR a infiltré ses brigades partout dans le pays, mais les Forces armées rwandaises ont aussi fait de leur mieux pour les défaire. Ne confondons donc le FPR-Inkotanyi avec notre

voisin, ne confondons le FPR-Inkotanyi avec une personne de tel ou tel groupe ethnique. Le FPR ses visées et ses combattants : ce sont-là ces derniers que nous combattons.

Cependant, la population doit rester vigilante pour pouvoir déceler l'ennemi ainsi que son matériel; si quelqu'un est capturé, il doit être conduit devant l'autorité, si les membres de la population sont incapables de le faire, ils doivent faire appel aux forces armées rwandaises.
Il ne faudrait donc pas croire que le FPR vit dans la seule ville de Kigali, à Byumba, à Ruhengeri ou dans d'autres régions où se déroulent les combats. Le FPR a installé ses brigades partout dans le pays, et c'est cela qui a provoqué les troubles que nous vivons, comme l'a déjà mentionné le Préfet en ces termes : « nous avons constaté qu'au sein des communes, certaines personnes disposaient des armes ». Alors, si les preuves démontrent qu'il s'agit là des combattants du FPR, vous devez être vigilants et les remettre entre les mains des autorités ; si cela n'est pas possible, vous devez les signaler aux Forces armées, mais gardez-vous de vous dresser les uns contre les autres car tout voisin n'est pas nécessairement un combattant du FPR.

Les autorités communales, les autorités des secteurs, des cellules aidées par les Forces armées rwandaises doivent autant que possible, déterminer les endroits bien précis où les barrages routiers connus et reconnus doivent être établis et planifier les rondes nocturnes pour que l'ennemi ne trouve une brèche. Les membres de la population qui tiennent les barrages routiers ou effectuent les rondes doivent se garder d'agresser les innocents. Je ne vais pas m'y attarder, je crois que le préfet en a longuement parlé.

Quatrièmement :
Les actes de violences, de pillages ainsi que d'autres actes de violence doivent immédiatement cesser. C'est pourquoi, l'armée rwandaise, les parquets et les autres organes judiciaires doivent punir sévèrement quiconque se sera rendra coupable de tels actes. Vous devez, si nécessaire, faire appel aux Forces armées rwandaises et aux organes judiciaires pour mettre fin aux troubles et aux actes de banditismes et de pillages; vous devez également sensibiliser la population à la bonne politique d'assistance

mutuelle et d'autodéfense. Je voudrais dire, par la même occasion, qu'il soit retenu une fois pour toutes, qu'en aucun cas le Gouvernement rwandais ne soutient pas les malfaiteurs que ce soient les criminels qui tuent des victimes innocentes, que ce soient ceux qui pêchent dans l'eau trouble et s'adonnent aux actes des pillage des biens de leurs concitoyens ainsi qu'à à tous autres actes criminels. Nous demandons fermement que les institutions chargées de la sécurité suivent de près cette question des malfaiteurs, car ces actes constituent également une arme de l'ennemi qui pourrait faire traîner la guerre en longueur.

Cinquièmement :

Vous êtes priés de sensibiliser les membres de la population à se garder d'écouter des directives, plutôt des rumeurs, émanant des personnes qui visent à les et à semer la division entre eux ; sensibilisez-les plutôt à apporter un soutien indéfectible à leur Gouvernement et à collaborer avec les Forces armées rwandaises qui sont au front, en train lutter pour la défense de l'intégrité territoriale et le retour de la sécurité au Rwanda.

Nous voulons dire ici, les personnes qui écoutent les émissions des diverses radios étrangères qui diffusent des rumeurs, spécialement celles de Radio Muhabura, au lieu de suivre les directives données par les autorités de notre pays. Je voudrais insister et vous demander de ne pas prêter une oreille attentive à ces rumeurs qui n'ont d'autre objectif que de vous décourager ; ils vous disent notamment : « le pays est déjà pris par l'ennemi, le gouvernement est en fuite, toute la capitale est sous notre contrôle ». Posez-vous plutôt les questions suivantes : « Comment se fait-il que notre radio continue à émettre si les Inkotanyi ont réellement pris la capitale ? Comment les gens continuent-ils à s'y rendre et que les marchés recommencent à fonctionner?» Il s'agit donc ici de la guerre médiatique, nos aînés le savent mieux que nous. En toute guerre, mêmes les rumeurs jouent; il s'agit d'une arme de l'ennemi comme tant d'autres. Gardez-vous donc d'écouter des rumeurs; suivez plutôt les instructions des vos autorités; sachez également que l'ennemi se sert de cette arme aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger dans le but de décourager les membres de la population, l'armée, voire même le gouvernement.

Sixièmement :

Tous les véhicules, que ce soient ceux de l'Etat ou ceux des particuliers se déplaçant d'une commune à une autre doivent disposer d'un laissez-passer délivré par le bourgmestre du lieu de leur provenance.

Le préfet vient de dire, il y a quelques instants, qu'il n'est pas nécessaire que les personnes se déplaçant dans des zones où elles sont connues se munissent de laissez-passer. Cependant, il faut tenir en compte de la tactique des Inkotanyi d'autant plus que personne ne peut être connue dans toute sa préfecture. Je vois mal comment quelqu'un de Nshili peut se rendre à Muko, quand bien même les deux communes se trouveraient dans la même préfecture et qu'il soit connu par toute la population de ces deux communes, celle d'origine et celle de destination ; il faut donc que ceux qui voyagent se munissent du laissez-passer quand bien même il avait une validité d'un mois. Ce laissez-passer vaut mieux que rien car les Inkotanyi ont des astuces, celles-ci sont connues, ce n'est un secret pour personne. Il ne faudrait pas être naïf et décider si vite de la suppression des documents de voyage ; il faut plutôt nous ressaisir avant qu'il ne soit trop tard.

Nous pensons donc que chaque préfecture devrait déterminer la façon dont ces documents de voyage doivent être utilisés, alléger peut-être la procédure de leur obtention, et limiter la durée de leur validité. L'existence de ces documents est nécessaire car nous savons bien que l'ennemi se déguise et se faufile parmi les membres de la population. Ces documents sont donc nécessaires surtout pour les véhicules. Nous souhaitons que tout véhicule qui part d'une commune à une autre, soit muni d'un document permettant d'en connaître les occupants. Cela nous permettrait de savoir les personnes qui se déplacent dans tous ces véhicules et de connaître leurs itinéraires.

Les véhicules de l'Etat et ceux des particuliers qui se déplacent d'une préfecture à une autre doivent donc être munis d'un *laissez-passer* délivré par le préfet de la préfecture d'origine. Les véhicules de l'Etat utilisés lors des missions doivent, quant à eux, être munis d'un *ordre de mission* signé soit par le ministre, soit par *le directeur de cabinet* ou *le directeur général*. Les véhicules de l'armée doivent être munis *d'une feuille*

de route délivrée par le commandement de l'armée. Les noms de tous les passagers doivent figurer sur ces documents. Nous voudrions que les gens comprennent bien que les *Inkotanyi* se servent souvent de véhicules. Parfois des *Inkotanyi* voyagent dans des véhicules de projet voire à bord des véhicules de l'Etat. Ceux-ci ont même été volés, comme vous l'avez appris, et les Forces armées rwandaise sont en train de les rechercher. C'est pour cela donc que les véhicules devraient être munis de *feuilles de route* pour pouvoir distinguer les véhicules envoyés en mission officielle de ceux qui sont utilisés par l'ennemi et de ceux qui auraient été volés ces derniers temps par les malfaiteurs.

Septièmement :

On doit faciliter la tâche aux organisations humanitaires qui viennent en aide aux sinistrés. Les véhicules utilisés dans de telles activités doivent disposer d'une *feuille de route* délivrée par les responsables de ces organisations. Les noms des passagers à bord ou la nature du chargement doivent figurer sur ce document. Nous voudrions faire comprendre aux gens que le pays connaît actuellement une crise, que nous avons besoin de secouristes et de bienfaiteurs. Vous êtes priés de faciliter le déplacement des véhicules de la *Croix-Rouge* ou d'autres organisations comme la *Caritas* ou autres qui vont secours des affamés et des malades. En effet, il a été noté qu'il y a des gens qui s'en prennent aux dits véhicules et qui font semblant d'oublier qu'il y a des gens qui se donnent à fond pour aider les autres.

On ne dit pas que ces véhicules doivent échapper au contrôle mais il s'agit de vérifier si le véhicule concerné dispose de documents faisant état de l'identité des passagers ou la nature du chargement. Veuillez permettre à ces véhicules de poursuivre leur route si vous constatez que tous les documents sont en ordre. Vous aurez ainsi permis à ces organisations d'accomplir leur mission qui consiste à porter secours aux sinistrés.

Huitièmement :

Vous devez, au fur et à masure que la sécurité des personnes et des biens se rétablit dans vos communes et préfectures, examiner d'urgence les modalités du retour des agents au

service, assurer la réouverture des marchés comme à l'accoutumée et organiser la reprise des activités des usines. Les agriculteurs et les éleveurs doivent s'atteler à leur travail quotidien afin de pouvoir lutter contre la famine qui nous guette. Ici, je voudrais encore une fois remercier la préfecture de Gikongoro qui a pris les devants pour demander aux agents, toutes catégories, de regagner leurs postes et pour avoir autorisé la réouverture des marchés et la reprise des activités de tous les autres secteurs à partir du lundi 2 Mai. Nous nous réjouissons du fait que vous ayez déjà pris cette décision mais nous demandons avec insistance que ces activités soient effectivement exercées. Le fait que toute activité professionnelle soit continuellement paralysée sert de prétexte à l'ennemi qui nous accuse, aux yeux du monde, d'être un pays où il y a un vide de pouvoir, où il n'y a ni autorité ni activités. En reprenant nos activités au niveau des partis politiques, de la préfecture, de la commune et des marchés nous aurons prouvé que notre pays a toujours une administration, que les citoyens s'attèlent à remettre tout en marche et il incombera, par conséquent, à l'ennemi qui nous attaque d'expliquer pourquoi il le fait.

Neuvièmement :

Il vous est demandé d'établir un calendrier des réunions avec la population, par communes, pour examiner ensemble les voies et moyens adéquats visant la restauration et le maintien de la sécurité.

Dixièmement :

Je demande avec insistance que ces directives soient mises en application sans tarder. Les comités préfectoraux de sécurité doivent s'en servir pour adopter des mesures et entreprendre des actions qui permettraient la restauration de la paix et de la sécurité au Rwanda. Ces directives serviraient de base mais il est tout à fait légitime que les préfectures ou les communes puissent les compléter, si elles estiment que cela permettrait un meilleur maintien de la sécurité.

Je saisis cette occasion pour rendre encore une fois hommage aux Forces armées rwandaises pour le courage et le dévouement dont elles font toujours montre et je leur

demande de continuer à travailler avec entrain pour défendre l'intégrité du territoire national et assurer la sécurité de tous les habitants du Rwanda.

Je m'en voudrais de terminer sans vous remercier tous du rôle très significatif que vous jouez et de la probité que vous manifestez sans cesse pour assurer la sécurité des personnes et des biens en collaboration avec les forces armées rwandaises et les instances judiciaires.

C'était donc le premier message qui concerne les directives relatives à la restauration de la sécurité. Comme je vous l'ai dit, je vais vous livrer le deuxième message tel que nous l'avons adressé au *FPR-Inkotanyi* hier. Depuis sa mise en place le 9 avril, le gouvernement actuel s'est notamment engagé, à faire de son mieux pour mettre en application les Accords de paix d'Arusha.

Ce qui est clair, aussi bien dans le discours du Président de la République que dans celui du Premier ministre ou des ministres, c'est que tous ces orateurs ont demandé au *FPR-Inkotanyi* de cesser les hostilités et d'adopter la voie des négociations. D'aucuns continuent toujours de se demander si le *FPR-Inkotanyi* veut réellement la cessation des hostilités. Il a dernièrement déclaré, mais de manière superficielle, qu'il cessait les hostilités mais, comme vous avez pu le suivre à la radio, ces propos n'ont pas été suivis d'actes concrets de sa part. Le *FPR-Inkotanyi* n'a pas cessé les hostilités car, le jour même où il avait déclaré le faire, il a pilonné la ville de Kigali toute la nuit et ses obus ont essentiellement visé des infrastructures civiles comme l'hôpital de Kigali ou l'aéroport Grégoire Kayibanda. Dans un communiqué rendu public hier, le Gouvernement rwandais a abordé certains points qui, selon lui, concourraient au rétablissement de la paix et à l'arrêt des hostilités.

Nous sommes convaincus que ce n'est uniquement par la voie des armes qu'on mettra un terme à la guerre en cours. Nous croyons que le problème politique que le pays connaît, et que les gens continuent de contourner en disant qu'il s'agit d'un conflit de partage du pouvoir entre les partis politiques, est en réalité un problème de partage du pouvoir entre

les groupes ethniques. Pour nous, ce problème ne pourra être résolu par la voie des armes. Cette guerre ne profite à personne et ne fait que provoquer des dégâts énormes. Nous préconisons donc l'arrêt des hostilités pour qu'il y ait encore une fois des négociations qui aboutiraient à l'arrêt définitif des hostilités et au partage du pouvoir entre les groupes ethniques du Rwanda. Et cela doit se faire en toute transparence.

Nous pensons qu'avant d'arrêter les hostilités, on devrait s'entendre d'abord sur certains préalables. Le *FPR-Inkotanyi* déclare vouloir négocier avec les forces armées rwandaises car il dit ne pas reconnaître le gouvernement. Nous avons dit à plusieurs reprises que les Accords d'Arusha ne prévoient nulle part des négociations entre le *FPR-Inkotanyi* et les Forces armées rwandaises. Il est dit qu'il existe deux camps qui prennent part aux négociations, à savoir le camp gouvernemental et celui du *FPR-Inkotanyi*. Le gouvernement rwandais représente les forces armées rwandaises et la population. Si alors le *FPR-Inkotanyi* déclare ne pas reconnaître le présent gouvernement, il devrait dire lequel il reconnaît et son mandant. Vous savez que presque tous les rwandais et presque tous les partis politiques du pays soutiennent ce gouvernement. Quand le FPR dit d'ailleurs qu'il ne le reconnaît pas est tout à fait compréhensible. Il (le FPR) ne doit pas le reconnaître car il doit négocier avec lui. Il ne le reconnaîtra que lorsqu'un terrain d'entente aura été trouvé. Il n'est donc pas étonnant qu'à ce stade où les négociations n'ont pas encore abouti il (le FPR) dise qu'il ne le reconnaît pas. Ceux qui connaissent l'histoire du pays se rappelleront qu'un gouvernement semblable a été mis en place en 1961, à Gitarama. Les *Inyenzi* d'alors avaient également déclaré qu'ils ne le reconnaissaient pas et demandé qu'un référendum soit organisé, ce qui fut fait. Le FPR devrait mettre fin à ce débat en demandant à l'ONU d'organiser un référendum sur la légitimité de notre Gouvernement. Ce serait une erreur pour le *FPR-Inkotanyi* de penser que le fait de ne pas reconnaître ce gouvernement lui ôte sa légitimité.

Nous affirmons donc que le FPR devrait être raisonnable, comprendre que le gouvernement actuel est le seul acteur avec lequel il faut négocier et signer l'arrêt des hostilités. Il incombe au gouvernement de désigner ses représentants aux négociations. Cette délégation pourrait être composée soit de membres des forces armées soit d'autres

autres personnes choisies par le gouvernement. Mais le FPR ne doit pas nous imposer les personnes qui doivent nous représenter aux négociations. Nous lui avons signifié, à plusieurs reprises, qu'il n'est plus question, pour lui, de se choisir des partenaires au sein de la population et des partis politiques du Rwanda, que ce temps est révolu, qu'actuellement les choses ont changé et qu'il doit comprendre que le peuple a mis en place un gouvernement de son choix, faisant fi des exigences du FPR.

Il faut en outre que ce soit clair dans les esprits des gens que le Président de la République, son Excellence, le général major Juvénal Habyarimana n'est pas mort dans un accident. Nous savons bien que ce n'est pas un accident qui lui a coûté la vie, qu'il s'agissait plutôt d'un complot et que son avion a été abattu. Nous ne savons pas encore qui a tiré sur cet appareil mais nous pensons que les personnes qui étaient chargées de protéger l'aéroport devraient fournir des explications à la communauté internationale et au peuple rwandais relativement aux motivations de ces criminels. Vous savez bien que les forces onusiennes ont été déployées au Rwanda pour assurer non seulement la sécurité de la ville de Kigali mais aussi celle de l'aéroport. La protection de l'aéroport incombait aux Belges. Ces derniers devraient donc expliquer à la communauté internationale ainsi qu'au peuple rwandais comment ils ont failli à leur mission jusqu'à ce que l'avion soit abattu. C'était une première dans l'histoire de notre pays. Nous pensons donc que les belges devraient nous décrire les circonstances de ce crime au lieu de continuer à nous distraire en disant qu'il s'est agit d'un accident alors qu'il est plutôt évident que des criminels ont descendu l'appareil, tué notre Chef de l'Etat et celui du Burundi.

Nous pensons que, pour arriver à l'arrêt des hostilités, le FPR doit regagner les positions qu'il occupait avant la violation du cessez-le-feu. Vous savez que le FPR contrôlait une zone et qu'il existait aussi une zone démilitarisée. Nous demandons donc que le FPR repositionne d'abord ses éléments dans la partie qu'il contrôlait au mois de décembre avant le déploiement des ses combattants à Kigali. Il s'agit là d'un des préalables au cessez-le-feu et à l'ouverture des négociations.

Vous savez, en outre, que ces derniers temps le FPR a tué des membres de la population dans la zone qu'il contrôle. Les auditeurs des radios étrangères ne sont pas informés de ces tueries étant donné que ces radios n'en parlent pas suffisamment. Selon les informations qui nous parviennent, au moins 30.000 personnes ont été tuées par le FPR à Ruhengeri dans les communes de Nkumba, Cyeru, Nyamugari et Butaro ainsi que dans les préfectures de Byumba, Kibungo et Kigali. Le FPR tue sur tout son passage. Nous lui demandons donc de cesser de perpétrer ces tueries pour qu'il y ait arrêt des hostilités. Nous avons beaucoup de preuves qui montrent que le FPR tue des membres de la population innocente.

Nous demandons que le 600 combattants que le FPR avait déployés à Kigali soient renvoyés dans la zone qu'il contrôle parce que nous sommes d'avis qu'ils ne font rien à Kigali. Ils avaient été envoyés pour assurer la protection des cadres supérieurs des *Inkotanyi* qui devaient être intégrés dans l'administration du pays. Comme ce n'est pas le moment de mettre en place les institutions du pouvoir, le FPR devrait récupérer ses forces et les renvoyer dans ses positions hors de la ville de Kigali. Cela constitue une autre mesure dont nous avons demandé l'application avant d'arrêter les hostilités. Nous demandons que les déplacés de guerre que le *FPR-Inkotanyi* a poussés hors de leurs biens à Byumba, à Ruhengeri, à Kibungo et même à Kigali puissent retourner chez eux. Les hostilités cesseraient une fois que ces déplacés de guerre auraient regagné leurs biens. Nous ne souscrivons donc pas à l'idée du FPR selon laquelle il maintiendrait ses positions actuelles et appliquerait le cessez-le-feu sans bouger de ces positions. Nous ne pouvons pas l'accepter. Il faut qu'il regagne ses positions antérieures. Il a violé les accords et nous devons reprendre les débats sur le partage du pouvoir. Mais il doit d'abord regagner ses positions antérieures.

Nous pensons également qu'il sied d'augmenter le nombre de casques bleus de la *MINUAR* qui, comme vous l'avez appris, est de 270 seulement. Ce renforcement permettrait un contrôle efficace de l'application du cessez-le-feu, aiderait à connaître la partie qui viole ce cessez-le-feu et permettrait de vérifier si le FPR a mis fin aux tueries qu'il perpètre. Nous pensons donc que le nombre de casques bleus devrait être revu à la

hausse mais les pays qui ont manifesté leur soutien au FPR ne devraient plus envoyer leurs forces au sein de ce corps. Seuls les pays dont la neutralité est connue devraient être retenus.

Nous acceptons également que la communauté internationale puisse envoyer des enquêteurs pour rechercher toutes les personnes qui ont commis des crimes, surtout ceux qui, parmi les membres du FPR, ont aidé ses combattants à tuer des citoyens innocents. Le FPR trompe la communauté internationale en lui disant (*sic*) que le Gouvernement rwandais est un gouvernement de tueurs comme il (le FPR) le dit. Nous affirmons plutôt que nous sommes un gouvernement des Abatabazi et demandons, pour ce faire, que la communauté internationale envoie des observateurs à travers tout le pays pour identifier les auteurs des tueries. Des troubles ont eu lieu, c'est un fait, mais nous affirmons et confirmons qu'actuellement le gouvernement a pu y mettre un terme sur tout le territoire qu'il contrôle. Le FPR n'a de son côté pu faire de même. C'est pour cela que nous soutenons l'envoi, par la communauté internationale, des observateurs qui identifieraient les tueurs, constateraient les tueries perpétrées par le FPR et feraient un rapport ad hoc.

Voilà en bref les points que nous avons soulevés dans le message que nous avons adressé hier au FPR pour lui demander de cesser les hostilités. Nous lui demandions d'accorder une attention particulière à ces points. Nous attendons donc leur réponse pour nous dire s'ils ont accepté ou rejeté les points concernés et nous pourrons alors nous rencontrer pour engager un débat fondé sur le message que nous leur avons envoyé.

Edouard Karemera (?)

... vous venez de suivre le discours du Premier Ministre qui vous a livré un message du gouvernement. Vous avez compris qu'il s'agit d'un message qui traite du retour de la sécurité dans le pays. Il vous a même livré le message que le gouvernement rwandais a adressé aux *Inkotanyi* pour la poursuite des négociations. Vous comprenez que, si nous y parvenons, la sécurité pourra être rétablie dans notre pays.

Notre gouvernement a été mis en place sur la base d'un accord passé entre les partis politiques. Je vous demanderais donc, avant que je n'accorde la parole aux représentants des partis politiques au niveau national, d'applaudir une fois de plus le Premier Ministre pour le remercier de son discours. (*Applaudissements*)

Hyacinthe Bicamumpaka :
Amis auditeurs, vous avez suivi notre émission et maintenant vous savez que notre pays est dirigé par de vrais patriotes à la tête desquels se trouve le Premier Ministre Jean Kambanda. Vous avez compris ce que fait le gouvernement pour mettre un terme à la guerre, aux troubles et permettre ainsi au pays de s'engager sur la voie de la vraie démocratie qui, d'ailleurs, est la base même du respect des droits de l'homme. Je ne m'attarderais pas beaucoup là-dessus mais je demanderais à la population de mettre en application le programme du gouvernement intérimaire et d'assurer la sécurité à tout le monde sans discrimination. C'est un souhait que le gouvernement partage avec les représentants des partis politiques. Nous n'y reviendrons pas ... restez toujours à l'écoute de Radio Rwanda.

FIN DE LA FACE A

FACE B

(Indicatif du journal en kinyarwanda)

Journaliste de Radio Rwanda non identifié.

...principaux titres.

- Les Inkotanyi continuent de tuer cruellement des populations innocentes. Aujourd'hui, ils s'en sont pris aux membres de la population qui avaient trouvé refuge à l'Eglise Sainte Famille. Ils ont lancé sur ces populations des obus de type « *katiyusha* » faisant 13 morts et 113 blessés parmi les déplacés.

(Intermède musical)

Les Inkotanyi poursuivent leurs tueries à l'encontre des populations innocentes. Aujourd'hui dans l'après-midi, ils s'en sont pris aux Rwandais qui avaient trouvé refuge à l'Eglise Sainte Famille. Ils ont tiré sur cette église des obus de type «*katiyusha* » faisant 13 morts et blessant grièvement 113 autres. Les Inkotanyi ont tiré sans discontinuité six obus sur les fidèles qui sortaient de l'église, à la fin de la messe, pour recevoir de l'aide humanitaire. L'une des maisons qui servait de logement à ces déplacés a également été détruite par les obus. Ces réfugiés se plaignent du comportement de la MINUAR [Mission d'intervention des Nations Unies au Rwanda]. Ils ont en effet convaincus que la MINUAR était au courant de l'attaque parce que, au moment de cette attaque, aucun militaire de la MINUAR n'était sur les lieux alors qu'ils y avaient été hier et avant-hier.

Entre-temps, quand nous nous sommes rendus sur les lieux de la catastrophe, au moment où nous allions partir les forces de la MINUAR sont arrivées. Interrogés sur ces événements, les militaires de la MINUAR nous ont dit que leur présence ne peut pas empêcher l'ennemi, à savoir le FPR, de commettre des cruautés qui sont le propre de sa nature.

Le prêtre qui s'occupe des déplacés de l'église Sainte Famille et certains de ces déplacés nous ont confié quelques témoignages.

Le journaliste :
Je voudrais que vous vous présentiez d'abord à nos auditeurs et ensuite leurs expliquer en peu de mots la catastrophe qui vient de se produire dans ce lieu.

Le père Wenceslas Munyeshyaka, paroisse Sainte Famille :
Je suis l'abbé Wenceslas Munyeshyaka, je suis à la paroisse Sainte Famille. Je suis chargé d'accueillir des personnes qui fuient les troubles ethniques ou les attaques des Inkotanyi... C'est moi qui les accueille, au fait, c'est moi qui m'en occupe. *(Un enfant pleure)*
Moi, je suis surpris par ces événements puisque je ne pensais pas que quelqu'un puisse lancer des bombes sur des populations civiles déplacées, en détresse ! Je suis vraiment surpris...

Le journaliste :
Pourriez-vous fournir des éléments de preuve pour déterminer l'origine de ces obus ou bien pourriez-vous donner une proposition d'action à mener d'urgence de deux côtés, à savoir le gouvernement rwandais et le FPR, pour mettre fin à ces atrocités ?

Le père Wenceslas Munyeshyaka :
C'est ça. Je ne saurais pas désigner celui qui a tiré ces obus. Mais selon moi et selon ces populations sur qui les bombes sont tombées, les obus venaient semblablement du côté de [l'hôtel] Méridien...entre l'hôtel Méridien et l'ambassade d'Egypte. Nous apercevions des étincelles là-bas et après quelques instants, les bombes explosaient ici. Oui, je dirais que les bombes venaient semblablement de ce côté-là.

Ce que je demanderais aux Forces armées rwandaises et aux combattants du FPR, c'est de comprendre qu'elles ne se battent pas avec des populations civiles. Que les combats se déroulent entre les militaires des deux camps, mais que les populations civiles en soient épargnées ! Vous avez vu par exemple ce petit bébé blessé ! Il ne sait rien. Il ne connaît même pas son père ; il ne connaît ni le Président de la République, ni les Inkotanyi, mais c'est bien lui qui en fait les frais!

Comme on nous l'a bien enseigné depuis longtemps, je crois qu'il faudrait respecter les infrastructures civiles, notamment des endroits qui hébergent des personnes en détresse. Il fallait plutôt nous assister et envoyer des vivres pour nourrir ces personnes. On devrait acheter des vivres au lieu d'acheter des armes pour nous tuer alors qu'on prétend nous servir. On ne peut pas prétendre servir les gens et en même temps tirer des bombes sur eux!

Le journaliste :

Ça c'est compréhensible. Mais quand la situation est grave, il peut y avoir des propositions d'urgence, ce que nous pouvons qualifier de « *mot d'ordre* ». Alors, qu'est-ce que vous pouvez proposer, vous personnellement, au Gouvernement rwandais pour mettre un terme à de tels actes ?

Le père Wenceslas Munyeshyaka :

Ecoute ! Nous, les prêtres, nous ne faisons pas de la politique. Je ne saurais pas vous donner ni l'évolution ni l'objet même du conflit. Ça, je ne le saurais pas ! Je ne suis intéressé que par la vie des hommes créés à l'image de Dieu parce que je suis, en premier lieu prêtre. Mais, en tant que Rwandais, je dois dire qu'il faut en premier lieu arrêter la guerre *sans conditions*. La guerre n'a jamais résolu un quelconque conflit. Nous avons eu des expériences de guerres partout, nous connaissons bien les dégâts qu'elles ont causés. Après l'arrêt des combats, on entame des négociations (*sic*) pour traiter des questions d'intérêts communs. Quoi qu'il en soit, ils [le gouvernement et le FPR] vont un jour négocier, qu'on le veuille ou non. Il faudrait alors négocier à temps au lieu d'attendre que les gens soient décimés alors qu'ils prétendent vouloir sauver ces gens.

Le journaliste :

Selon vos estimations, vous qui vous occupez de ces déplacés, combien de personnes ont trouvé refuge ici ? D'où viennent-ils ? Sont-ils des Hutus ou des Tutsis ?

Le père Wenceslas Munyeshyaka :

Je ne saurais pas vous donner les chiffres parce qu'ils changent régulièrement. Hier, vers 12 heures, nous dénombrions quelques 6.000 personnes et plus...Les uns arrivent d'autres s'en vont. Depuis hier soir, ils provenaient de Bicumbi et de Ndera, de façon que le nombre atteint environ huit, neuf mille. C'est en fait au moment où nous nous préparions à accueillir ces nouveaux arrivants que les obus nous sont tombés dessus.

S'agissant de ceux qui trouvent refuge ici, nous ne leurs demandons pas... s'ils sont du groupe ethnique tutsi ou Hutu. Nous accueillons toutes les personnes qui arrivent, et ici tous les déplacés cohabitent pacifiquement. Je crois que c'est l'une des choses dont nous pouvons nous féliciter. Les Hutus et les Tutsis cohabitent pacifiquement, ils se prêtent des casseroles... Vous avez vu ceux qui sont blessés ! Les Tutsis qui sont arrivés ici en fuyant les troubles sont en train d'aider leurs voisins blessés. Ils partagent donc ces conditions de vie et cohabitent pacifiquement. Je suis particulièrement étonné par ce que j'apprends auprès d'eux ! Il n'y a point de problème d'ordre ethnique ici. Au contraire, les gens coopèrent pleinement car ils ont les mêmes problèmes, ils souffrent tous. C'est d'ailleurs ce fait (qu'il n' y a pas de problème de ce genre) qui m'encourage à ne pas quitter les lieux. Sinon je pourrais fuir comme les autres. Je suis encouragé par le fait que les gens coopèrent, font montre d'assimilation de l'évangile et d'imprégnation de la vie chrétienne. Vraiment cela m'encourage malgré tous les défis auxquels je fais face.

Le journaliste :

Vous, quel est votre nom? Pourquoi est-ce que vous vous trouvez ici ?

Laurent Habarurema, un déplacé de guerre :

Je m'appelle Laurent Habarurema, je suis réfugié, je viens de Kacyiru, le premier quartier à avoir été attaqué par les Inkotanyi.

Le journaliste :

Avez-vous suivi les événements qui se sont produits ici ? Vous étiez là ? Etiez-vous à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison ? Qu'est-ce qui s'est passé ?

Laurent Habarurema :

Moi, j'étais là ! Je me trouvais de ce côté-là...de l'église. J'ai entendu environ trois éclatements de bombes et puis aussitôt nous avons vu beaucoup de personnes monter.... des blessés ; il y avait aussi des morts.

Le journaliste :

Vous personnellement, que demandez-vous au Gouvernement rwandais ou bien quelle est votre réaction à cette cruauté dont fait preuve le FPR-Inkotanyi ?

Laurent Habarurema :

Vous l'avez vous-mêmes constaté, beaucoup de personnes sont victimes de ces actes criminels du FPR-Inkotanyi. Les Inkotanyi croient qu'ils font du bien, mais c'est le contraire. Ils ne savent pas ces personnes qui viennent de périr là-bas. Ils ne connaissent pas leur nombre et.....En effet, je crois que les Inkotanyi ne veulent pas que nous ayons la paix.

Le journaliste :

Comment les Hutus et les Tutsis réunis ici cohabitent ? Pensez-vous que le FPR a lancé ces obus croyant qu'il ne s'agissait que des Hutus qui se trouvent ici ?

Laurent Habarurema :

Je ne crois pas que lorsque le FPR a lancé ces obus, il voulait tuer les Hutus ou les Tutsi Non. S'agissant de la cohabitation entre les Hutus et les Tutsis, ici...aucun problème ne se pose. Nous cohabitions pacifiquement comme d'habitude.

Le journaliste :

Quel est votre nom ? Qu'est-ce que vous pouvez dire à nos auditeurs à propos de ces cruautés ?

Apollinaire Kamurase :

Je m'appelle Apollinaire Kamurase. Je suis venu me faire soigner à l'hôpital de Kigali en provenance des camps [de déplacés de guerre] de Murambi et de Muhura, au Bugarura. Je voudrais annoncer à tous les membres de ma famille, partout où ils se trouvent, s'ils restent encore dans le camp de Bugarura ou s'ils se trouvent ailleurs que nous sommes encore en vie et que nous restons ici à l'église Sainte Famille, à Kigali... Qu'ils gardent l'espoir et nous informent de l'endroit où ils se trouvent actuellement.

Le journaliste :
Qu'avez-vous fui ? Les Inkotanyi vous avaient-ils attaqués là-bas?

Apollinaire Kamurase :
Non. Nous étions venus nous faire soigner. Mais nous sommes des déplacés [de guerre] depuis 3 ans et 6 mois. Nous sommes originaires de la commune de Kiyombe.

Le journaliste :
Quelle est votre réaction à propos de ces actes ?

Apollinaire Kamurase :
Quels actes ? Nous croyons…

Le journaliste :
Ces obus qui vous sont tombés dessus et qui ont blessé beaucoup de gens.

Apollinaire Kamurase :
Qu'il s'agisse des Inkotanyi, ou de ceux qui les soutiennent pour continuer à faire couler le sang des Rwandais et d'autres populations, parce qu'il ne s'agit pas uniquement des Rwandais car même des étrangers périssent dans ces guerres, nous souhaitons qu'ils reviennent à la raison et comprennent que les Rwandais ont beaucoup souffert. S'il y a des pays qui leurs fournissent encore des armes, que Dieu leurs rappelle que le moment viendra pour payer le prix du sang versé. Nous souhaitons que la guerre finisse pour que les victimes mutilées soient soulagées.

Le journaliste :

Je vois bien que vous souffrez beaucoup, vous êtes blessés, je le vois. Mais je voudrais que vous essayiez de parler… Dites-moi votre nom et décrivez votre souffrance suite aux blessures dues à ces obus.

Jean-Baptiste Musengimana :

Hm ! Je m'appelle Jean-Baptiste Musengimana, je suis originaire de Gisozi, commune de Kacyiru. Des obus sont tombés sur nous aujourd'hui, vers 12h30. Nous ne savons pas d'où ils venaient. Moi je souhaiterais que les hostilités cessent, que les belligérants se remettent à la table des négociations pour que nous ne continuions pas de souffrir inutilement.

Le journaliste :

Où êtes-vous exactement ?

Jean-Baptiste Musengimana :

C'est au niveau de la cuisse …je crois que tous les os sont presque écrasés. Je ne peux plus ni plier ni détendre la jambe. Je n'ai plus rien à dire !

Le journaliste :

Etes-vous Hutu ou Tutsi ?

Un autre déplacé :

Je suis du groupe ethnique hutu.

Le journaliste :

Hm !

Le déplacé :

Hm !

Le journaliste :
Que demandez-vous au gouvernement de faire en collaboration avec la communauté internationale pour mettre fin à ces actes criminels du FPR ?

Le déplacé :
Je lui demande de s'orienter vers les négociations directes pour que nous puissions survivre, sinon nous risquons tous de disparaître, nous mourrons tous.
(Petit moment de silence)

Le journaliste :
Comme vous venez de l'entendre, les actes commis par le FPR contre la population rwandaise donnent matière à réflexion. Dans la préfecture de Kibungo par exemple, plus de 500.000 rwandais fuyant les massacres et les atrocités du FPR se sont réfugiés en Tanzanie, d'après les différentes organisations internationales dont le Haut commissariat aux réfugiés. Pourquoi cette population rwandaise fuit-elle alors que FPR prétend être le libérateur ? Elle fuit l'ennemi dangereux. Pourquoi n'avait-elle pas fui bien avant ? Qui serait alors cet ennemi dangereux si ce n'est le FPR ?

A Kigali, la population a fui les zones attaquées par le FPR notamment dans une partie de Kacyiru, une petite partie de Remera et une partie de Kimihurura. Certaines ont trouvé refuge à l'église Sainte Famille. Malgré ce nom sacré « Sainte Famille » et l'honneur qui lui revient, le FPR a lancé des obus sur plus de 8000 personnes qui avaient trouvé refuge en cette église. Vous avez appris le nombre de morts et de blessés. Ils sont victimes de la cruauté de l'ennemi dangereux, à savoir le FPR et tous ses partisans. En fait, partout sur son passage le FPR laisse derrière lui larmes et lamentations ; ils ne savent pas à quel saint se vouer. Le moment est alors venu pour que le FPR revienne à la raison, cesse ses hostilités pour négocier avec les représentants du Gouvernement rwandais, et accepte la cohabitation pacifique.

Les Inkotanyi sont trop cruels pour épargner même les nouveaux-nés. Dans les zones de combats, les Forces armées rwandaises procèdent encore à des opérations de ratissage des

Inkotanyi. A Ruhengeri, les Forces armées rwandaises sont toujours aux prises avec les combattants du FPR-Inkotanyi surtout dans la commune de Nkumba et dans la sous-préfecture de Kirambo. Il est évident que l'Ouganda continue à apporter un grand soutien aux Inkotanyi. Les témoignages de la population locale en zone du FPR font état de renforts réguliers des militaires de la NRA [National Resistance Army] à partir de Gisoro, en Ouganda. Ces témoignages font également état de la présence d'armes lourdes maniées par des Blancs.

Dans la zone de combats de Rulindo les forces armées rwandaises continuent de faire preuve du courage en repoussant les Inkotanyi. A Kibungo, les Inkotanyi ont commencé à empêcher la population de fuir et à les massacrer par la suite. Le Haut commissariat aux réfugiés condamne ces actes du FPR qui empêche les gens de quitter les zones où ils ne se sentent pas en sécurité, les qualifiant de violations graves de Droit de l'Homme.

(Intermède musical)

[Le parti] MFBP (Mouvement des femmes et du bas peuple) adresse ses vifs remerciements à tous les Rwandais qui se sont convenablement acquittés de leur tâche. Il déplore cependant le comportement de certaines personnes qui, pour des intérêts égoïstes, ont failli à la tâche et trahi la nation en collaborant avec l'ennemi de la démocratie, à savoir les Inyenzi-Inkotanyi.

Le parti MFBP profite de cette occasion pour rendre hommage particulièrement à l'ancien chef d'Etat, son Excellence Juvénal Habyarimana ainsi qu'à l'ancien chef d'Etat-major de l'armée, le général major Déogratias Nsabimana qui ont fait preuve de courage et d'abnégation durant tout le temps qu'ils étaient au service de la nation, jusqu'à leur dernier souffle.

C'est dans ce même cadre que le parti MFBP doit louanges et appui aux Forces armées nationales surtout pour leur action salvatrice marquée de succès face aux attaques des Inyenzi dès l'aube de l'indépendance du Rwanda. Etant donné que l'ennemi de la

démocratie, à savoir les Inyenzi qui se sont donnés le nom d'Inkotanyi à l'attaque du 1er octobre 1990, poursuit son objectif de reconquête du pouvoir par la force, malgré qu'il perde le terrain, le parti MFBP appelle tous les agents de se garder de l'avidité, de l'orgueil et de la distraction....Ces sont de tels vices qui ont sonné le glas du gouvernement de Faustin Twagiramungu avant même qu'il n'ait vu le jour.

Pour que le Rwanda continue de bénéficier de l'assurance de la protection de Dieu, le parti MFBP recommande aux instances judiciaires et de sécurité de prendre des mesures efficaces pour punir sérieusement toutes les personnes qui se seront rendues coupables de pillages et d'actes de violence envers les innocents car ces personnes ne diffèrent en rien de l'ennemi. C'était le communiqué [de presse] du parti MFBP signé par Madame Gaudence Nyirahabimana, présidente du parti.

(Indicatif de fin du journal en kinyarwanda)

(Indicatif du journal parlé en français)

Orateur : Journaliste de Radio Rwanda non identifié
Le développement de ces titres en commençant par... sur le plan militaire, un calme relatif règne toujours dans la capitale où les Forces armées rwandaise procèdent encore à des opérations de ratissage. Les éléments du FPR continuent de pilonner la capitale, les obus tombent même sur des populations civiles innocentes. C'est le cas des treize personnes tuées et deux cents treize blessés par les obus du FPR lancés près de l'église Sainte Famille.

A Ruhengeri, les Forces armées rwandaises sont également aux prises avec l'ennemi surtout en commune Nkumba et en sous-préfecture de Kirambo, là où l'ennemi tente de percer mais en vain. D'après les témoignages des populations fuyant la zone contrôlée par le FPR, ce dernier est en train d'y massacrer tout intellectuel hutu. Ces témoignages font état de renforts militaires ougandais fraîchement arrivés de Gisoro, ainsi que de la présence en zone du FPR des armes lourdes canons bitubes manipulées deux Blancs.

Du côté de Rulindo, les Forces armées rwandaises repoussent vaillamment l'ennemi, mais à Kibungo c'est une désolation. Les combattants du FPR sèment la panique dans la population et massacrent tout leur... à... à... travers tout leur passage du vieux au bébé, c'est pourquoi l'on observe depuis ces derniers jours, un déplacement massif de la population de Kibungo vers la Tanzanie. La population fuit justement ce génocide sélectif car ce sont... ce ne sont que les membres de l'ethnie majoritaire, les Hutus qui sont visés. D'après le Haut commissariat de l'ONU pour les Réfugiés, environ cinq cent mille Rwandais se sont réfugiés en Tanzanie durant ces trois derniers jours. Pour le HCR, c'est la première qu'on enregistre un nombre aussi élevé des réfugiés en un temps aussi record. Le HCR dénonce ces exactions du FPR qui empêche les populations de se déplacer librement pour les abattre froidement. Le HCR ajoute qu'une telle attitude va à l'encontre du respect des Droits de l'Homme et de la Convention internationale garantissant la liberté de la personne de se réfugier là où sa vie est en sécurité. Le FPR qui se pose en libérateur devrait apprécier à sa juste valeur cette inimitié que témoigne à son encontre ce flux inédit des populations civiles qui s'amplifie à mesure que le FPR gagne du terrain. Si le FPR ne s'illustrait pas par l'élimination systématique de civils, l'exode des populations n'aurait pas atteint des proportions aussi alarmantes, obligeant ainsi la communauté internationale à se mobiliser en faveur d'une population qui, jusqu'à hier encore parvenait à subvenir à ses propres besoins. Il est à noter que le FPR dans son initiative de reprendre les hostilités est visiblement soutenu par des pays étrangers notamment et surtout l'Ouganda et la Belgique. Le ministre de la Défense Augustin Bizimana avait d'ailleurs fustigé hier cette attitude de ces deux pays au cours d'une interview accordée à Radio Rwanda.

Les faits que nous venons de relater concernant l'exode de plus d'un demi-million de civils rwandais en territoire tanzanien à moins de trois jours, ainsi que la violence aveugle du FPR qui s'est traduite ee... cet après-midi par l'envoi des bombes en plein milieu de quelques huit mille déplacés qui sont allés chercher refuge à la paroisse Sainte Famille donne à reféchir... refléchir sur le comportement du FPR et sur ses véritables mobiles. Comment en effet expliquer l'exode massif de populations auxquelles nous

assistons depuis la reprise des hostilités par le FPR, exode non seulement vers la Tanzanie mais aussi vers l'intérieur du pays et vers le Burundi et le Zaïre alors que le FPR clame à qui veut l'entendre qu'il vient en libérateur. Comment ensuite expliquer la folie meurtrière de cet après-midi contre cette masse de gens sans défense dans la cour de la paroisse Sainte Famille, c'est cela que fuit la population, les massacres et la violence aveugle du FPR qui sème la désolation sur son passage. Il est temps que le FPR revienne à la raison, accepte de retourner à la table des négociations pour négocier la paix, la réconciliation du peuple rwandais. Nous sommes aujourd'hui le (inaudible) MFBP remercie vivement tous les Rwandais qui se sont valablement acquittés de leur travail avec désintéressement. Le parti MFBP condamne de vive voix ceux-là qui se sont associés à l'ennemi de la démocratie rwandaise qui est le FPR-Inkotanyi et pour leurs intérêts inavoués. Le parti MFBP profite de cette occasion pour remercier particulièrement l'ancien président de la République, le général major Juvénal Habyarimana et l'ancien chef d'état major de l'armée, le général major Déogratias Nsabimana qui ont fait preuve de courage et d'abnégation durant tout le temps qu'ils étaient au service de la Nation, jusqu'à l'appel du Seigneur. Dans ce cadre bien défini, le parti MFBP ne peut nullement s'empêcher de louer l'action salvatrice des Forces armées rwandaises qui ont marqué des succès face aux attaques de l'ennemi, dès l'aube de l'Indépendance le 1er juillet 62. Le communiqué de presse signé par la présidente du parti madame Gaudence Nyirahabimana ajoute, je cite: "Étant donné que l'ennemi de la démocratie poursuit ses démarches d'usurpation du pouvoir depuis le déclenchement de la guerre le 1er octobre 90, le parti MFBP recommande à tous les politiciens de se garder de l'avarice, de l'orgueil et de la... de l'excès de zèle et de l'entêtement car ce sont là les vices qui viennent de sonner le glas du gouvernement Faustin Twagiramungu qui n'a pas vu le jour."

(Notes de musique religieuse).

Hyacinthe Bicamummpaka, journaliste de Radio Rwanda :

Lorsque le FPR a déclenché la guerre, il disait qu'il recherchait la culture de la démocratie, le partage du pouvoir avec le Gouvernement rwandais, la cohabitation pacifique et le bien-être social de la population. Mais la suite a prouvé le contraire. En

effet, au fur et à mesure que la situation a évolué, le FPR a organisé une entreprise meurtrière sans que les gens s'en rendent compte. Mais le FPR, avec ses manœuvres subtiles, suivait tout ce qui se passait. Cela a été prouvé par des listes confectionnées et dispersées partout dans le pays par le FPR, des armes distribuées à ses membres et du recrutement des agents partout pour les initier, à Mulindi, au maniement d'armes à feu afin d'exterminer plus tard le peuple rwandais. Des actes criminels qu'il a commis partout dans le pays notamment dans la sous-préfecture de Kirambo, à Kinihira et ailleurs le prouvent également.

Aujourd'hui, nous sommes avec un rescapé qui a échappé de justesse aux balles des Inyenzi, à leur cruauté. Mais avant de commencer l'entretien, je voudrais d'abord lui demander de se présenter aux auditeurs de radio Rwanda.

Isaïe Kimonyo, un déplacé de guerre :
Merci monsieur Hyacinthe, je m'appelle Isaïe Kimonyo. Je suis né à Rubungo et père de trois enfants. Je ne suis pas avec mon épouse ; je vous dirais plus loin les circonstances dans lesquelles nous nous sommes perdus de vue ;

En ce qui concerne mes études, j'ai fais six ans d'école primaire et une année de secrétariat et comptabilité. J'ai exercé diverses fonctions. J'ai été secrétaire comptable à l'AIDR, j'ai travaillé à l'AJENCO, le bureau d'étude [des projets] de Jean Habyarimana, à l'entreprise d'Antoine Gasana, et à l'Institut des finances publiques (ISFP) à Mburabuturo. J'ai été aussi secrétaire au bureau communal de Rubungo où, au début de la guerre en 1990, j'ai lutté aux côtés des autorités communales. La population de Rubungo sait très bien que je n'ai ménagé aucun effort. Jusqu'à ce jour, je travaillais dans un organisme caritatif, *Catholic Relief Service*, à Kigali.

Hyacinthe Bicamumpaka :
C'est-à-dire en fait que vous connaissez bien la situation puisque vous dites qu'en 1990 vous luttez!

Isaïe Kimonyo :
Oui ! Je la connais très bien puisque c'est grâce à l'unité du peuple rwandais et aux rondes nocturnes communes qu'on a pu s'en sortir. Chaque soir, quand je rentrais du bureau, après le travail, je passais toutes les nuits à effectuer des rondes partout avec la population. Je me servais de ma motocyclette. Par chance, j'en suis sorti sain et sauf.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Et pourtant en 1990 la guerre n'avait pas atteint la commune de Rubungo ?

Isaïe Kimonyo :
Non, c'était tout simplement une façon de prévenir l'infiltration éventuelle de l'ennemi. Rubungo n'a pas connu la guerre.

Hyacinthe Bicamumpaka:
Oui, Rubungo n'avait pas connu la guerre… Et voilà que Rubungo est atteint au moment où tous les rwandais se posaient la même question : comment est-elle cette guerre ? A quoi ressemble-t-elle ? Un adage dit que « celui qui a connu un malheur est mieux placé pour en parler ». Voilà que les Inkotanyi attaquent maintenant la ville de Kigali. Sont-ils arrivés à Rubungo ?

Isaïe Kimonyo:
Oui, les Inkotanyi sont arrivés à Rubungo. Cela fait quelques jours, nous sortions des maisons pour voir les obus qui éclataient sur la ville. Puisque nous sommes situés sur la colline juste en face de la ville ; nous voyons tout ce qui se passe dans la ville de Kigali. Nous habitons sur une colline entre Karama et Rubungo.

C'était le 9, vers quinze heures ; nous avons vu les gens de Gikomero qui se déplaçaient, qui semblaient fuir mais nous ne l'avons pris au sérieux. Vers 15 heures précises, nous avons vu une colonne de jeunes qui descendaient la colline de Karama. Les femmes ont fui. Nous, les adultes *[sic]*...les jeunes, nous sommes restés pour observer ce qui se passait. Quand ils furent à 1 km de notre position, ils sont entrés dans ma maison. Nous

avons immédiatement conclu qu'il s'agissait des Inkotanyi. Certains de mes compagnons l'ont confirmé en disant qu'on parlait beaucoup de moi à la radio Muhabura, parce que je faisais beaucoup de critiques sur les Inkotanyi.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Qu'est-ce que vous disiez à propos d'eux ?

Isaïe Kimonyo :
Dans mes émissions du [parti] PECO, ce que je disais sur eux était vrai : leur cruauté et leur entreprise criminelle que je prédisais. Ils ont peut-être crû que j'avais dénoncé leur entreprise secrète. C'est ainsi qu'ils ont commencé à s'en prendre à moi et à ternir mon image à travers la « Radio Muhabura ».

Hyacinthe Bicamumpaka :
Oui. Comment vous connaissaient-ils? Comment ont-ils localisé votre maison ?

Isaïe Kimonyo :
Ah, je ne sais pas. Mais selon mes analyses, je crois qu'il y avait parmi eux une personne qui connaissait bien chez moi. En effet beaucoup de jeunes hommes de la région ont rejoint les rangs des Inkotanyi. Ce doit être l'un d'eux qui leur a montré ma maison.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Y'a-t-il des voisins qui ont rejoint les Inkotanyi, qui combattaient au sein du FPR ?

Isaïe Kimonyo :
Oui. Il y en a de la colline voisine, à Karama, la colline qui se trouve en face de celle que nous habitons, avec qui nous nous connaissions bien et qui ont rejoint des Inkotanyi.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Connaissez-vous leurs noms?

Isaïe Kimonyo :

Oui. Parmi eux il y avait un certain Janvier Hategekimana.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Hm !

Isaïe Kimonyo :

C'est lui dont je me rappelle le nom. Il avait été gendarme et puis renvoyé à cause de son indiscipline.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Oui. Vous nous disiez que vous avez fui avec les autres en abandonnant vos maisons.

Isaïe Kimonyo :

Oui. Nous avons abandonné nos maisons et nous nous sommes déplacés à Kimironko. Le 10, vers 15 heures, les Forces armées rwandaises ont attaqué ces ennemis, ces Inyenzi, et elles les ont complètement chassés le 11. Dans la matinée du 12, on nous a dit de rentrer chez nous car les Inyenzi avaient été chassés. Sur le chemin de retour, nous avons été frappés par le nombre de corps qui jonchaient les chemins. La majorité des victimes étaient des vieilles personnes mais aussi des jeunes hommes qui à cause de la faim étaient retournés pour s'approvisionner en vivres.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Et aussitôt arrivés ils étaient tués.

Isaïe Kimonyo :

Aussitôt arrivés ils étaient tué immédiatement.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Connaissez-vous certains noms de ceux qui ont été tués ?

Isaïe Kimonyo :

Oui, je les connais. A commencer par mon père, Léonidas Gasamunyiga. Né en 1906, il avait 88 ans. Quand ils [les Inkotanyi] sont arrivés à la maison, raconte ma mère, ils n'ont pas voulu tuer la vieille maman. Ils disaient que la tuer ou ne pas la tuer revenait au même car elle devait mourir de faim ou tout simplement de vieillesse.

Et puis, ils se sont adressés au vieux papa :

- Où est ton fils ?
- Le quel ? répondit-il.
- Isaïe Kimonyo, *Inyangarwanda.* [L'ennemi du Rwanda (sic)]
- Je ne sais pas car il habite dans sa propre sa maison.

Ils l'ont ensuite menacé [*sic*] en disant : « Tu dois nous montrer où il est ! ».

Après avoir saccagé ma maison, ils ont fouillé dans la maison de mon père à ma recherche mais en vain. Ils ont alors commencé à torturer mon vieux papa.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Ils l'ont maltraité ?

Isaïe Kimonyo :

Oui, ils l'ont maltraité.

Hyacinthe Bicamumpaka :

« Ils l'ont torturé »

Isaïe Kimonyo :

Ils l'ont torturé croyant qu'il m'avait caché ou bien qu'il connaissait l'endroit où je me trouvais. Ma vieille maman m'a dit qu'ils l'ont tué en sa présence. D'un coup d'épée ils lui ont transpercé la bouche, du menton à la voûte du palais lacérant aussi sa langue. Un autre coup d'épée lui a transpercé la bouche de la joue droite à la joue gauche.

Hyacinthe Bicamumpaka:

Hm !

Isaïe Kimonyo:
Et enfin, et un autre coup d'épée lui a percé le crâne et atteint la cervelle. Ils lui avaient d'abord lié les bras derrière le dos.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Oui.

Isaïe Kimonyo:
Et puis, ils ont enfoncé le corps dans la cuisine. C'est la dernière fois que la vieille maman a vu son mari. Nous avons retrouvé son corps dans cet état.

Hyacinthe Bicamumpaka :
Hm !

Isaïe Kimonyo :
...et nous l'avons enterré. Ils [Les Inkotanyi] ont tué beaucoup de personnes. Mais ils tuaient qui ? Ils ont tué un vieillard d'environ 96 ans, le père du directeur de *Catholic Relief Service* qui s'appelle Kabiligi. C'était sage et avait un sens très humain. Il a été tué dans un champ de sorgho. Ils ont tué également une vieille femme qui s'appelait Kanyegamo, la mère de Kwibeshya, étudiant à [*sic*]... Ils ont tué Rukabu, le grand-père de Côme Bizimungu qui fut préfet de la préfecture de Kigali rural et qui est aujourd'hui au ...

Hyacinthe Bicamumpaka :
Miniplan [Ministère de la planification].

Isaïe Kimonyo :
Il travaille au *Miniplan.*

Hyacinthe Bicamumpaka:

Hm!

Isaïe Kimonyo :

Ils ont tué le vieux Rwamakuba, la vieille Mukabarinda, 90 ans, Cassien… Nous avons, en effet, dénombré…enterré. Il y a même des corps que nous avons trouvés chez nous, dans la chambre… C'était des gens très pauvres. Parmi eux, il y avait un homme qui avait une plaie incurable qu'il avait depuis que je l'avais connu et il ne pouvait pas se déplacer.

Hyacinthe Bicamumpaka :

Hm !

Isaïe Kimonyo:

Ils ont tué cet homme avec sa femme et leur petit bébé. Le bébé avait reçu un pieu dans l'anus qui l'avait transpercé les intestins. Nous les avons trouvés au pied du lit de...

FIN DE LA FACE B